



**HAL**  
open science

# La socialisation syndicale de la "génération intermédiaire" des Frères musulmans en Égypte et l'émergence d'une culture politique nouvelle

Clément Steuer

► **To cite this version:**

Clément Steuer. La socialisation syndicale de la "génération intermédiaire" des Frères musulmans en Égypte et l'émergence d'une culture politique nouvelle. 2010. halshs-00839696

**HAL Id: halshs-00839696**

**<https://shs.hal.science/halshs-00839696>**

Preprint submitted on 29 Jun 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **LA SOCIALISATION SYNDICALE DE LA « GÉNÉRATION INTERMÉDIAIRE » DES FRÈRES MUSULMANS EN ÉGYPTE ET L'ÉMERGENCE D'UNE CULTURE POLITIQUE NOUVELLE**

**Clément Steuer**

GREMMO / Triangle / Université de Lyon

Comparée au terrain d'étude traditionnel des organisations syndicales<sup>1</sup>, l'Égypte présente la double particularité d'être un pays du « Tiers-monde » soumis à un régime autoritaire. Cette double singularité influence évidemment le paysage syndical égyptien, d'autant que la législation encadrant l'activité syndicale en Égypte est directement héritée du système corporatiste mis en place sous le règne de Nasser (1954-1970). Dans les années 1950 et 1960, ce dernier a en effet institué un système de représentation des intérêts sectoriels, en imposant l'existence d'un syndicat unique par branche d'activité. Malgré ce cadre légal corporatiste, et le fait qu'elles ne soient pas autorisées à négocier salaires et conditions de travail, ces organisations méritent néanmoins l'appellation de syndicats, d'abord

---

<sup>1</sup> Constitué essentiellement de pays développés à économie de marché. Voir par exemple Peter Fairbrother, Gerard Griffin (Eds.), *Changing Prospects for Trade Unionism. Comparisons between Six Countries*, London, Continuum, 2002, et Magnus Sverke (Ed.), *The Future of Trade Unionism. International Perspectives on Emerging Union Structures*, Aldershot, Ashgate, 1997.

parce qu'il s'agit de leur dénomination officielle (*nigabat*), mais surtout parce qu'elles jouent le rôle d'organisations intermédiaires représentant collectivement les travailleurs auprès des employeurs et de l'État, ce qui est une des définitions les plus couramment admises du terme de syndicat<sup>2</sup>. Il existe ainsi vingt-et-un syndicats en Égypte – rassemblant environ 2,5 millions d'adhérents – qui jouent autant le rôle d'organisations professionnelles que celui de syndicats à proprement parler. En conséquence, la compétition électorale n'a pas lieu entre ces organisations professionnelles mais au sein de chacune d'elles, pour en contrôler le Comité exécutif.

Cette première singularité du paysage syndical égyptien s'accompagne d'une relation au politique à contre-courant de ce qui a pu être observé dans les pays développés à économie de marché. En effet, alors que dans les années 1950 à 1970, les syndicats de ces pays étaient souvent liés à des partis politiques, ces derniers étaient interdits en Égypte, tandis que les syndicats y étaient réduits au rôle d'instruments dociles du régime. Bien que Sadate (1970-1981) ait mis en place un système de multipartisme limité, la soumission des syndicats se confirme sous son règne, à l'exception du syndicat des avocats et de celui des journalistes, qui deviennent tous deux des foyers de l'opposition, de gauche ou libérale. Sous Moubarak (1981- ), on permet à des candidats proches des Frères musulmans de participer librement aux élections professionnelles, sur des listes conduites sous le nom de Courant islamique (*Al-Tayyar Al-Islami*). Bien que toujours sujettes à la législation corporatiste et dépendantes du financement public, ces

---

<sup>2</sup> Peter Fairbrother, Gerard Griffin (Eds.), *op. cit.*, p. 2.

organisations deviennent dès lors des espaces de contestation et de compétition électorale relativement libre et non-truquée. Sami Zubaida écrit ainsi que « les associations professionnelles sont le secteur le plus avancé de la vie publique en Égypte »<sup>3</sup>.

Tous les syndicats ne sont cependant pas le cadre d'une percée électorale des islamistes au cours des années 1980. Celle-ci n'a lieu qu'au sein des organisations les mieux implantées, représentant les professions les plus indépendantes de l'État (médecins, pharmaciens, dentistes, vétérinaires, journalistes, agronomes, avocats et ingénieurs). Les organisations étudiées dans cet article sont donc représentatives de la classe moyenne égyptienne, dont la désaffection à l'égard du régime va croissant au cours de la période considérée.

La composition sociale de ces organisations professionnelles a évolué de manière spectaculaire durant les années 1970 : la massification des universités – et l'augmentation corollaire du nombre des diplômés – les a transformées en organisations de masses. Pour spectaculaire que fut cette croissance, elle ne peut être mesurée précisément, du fait que les syndicats ne tiennent pas à jour la liste de leurs membres. Parallèlement, les disparités de revenu et de statut social se sont accentuées à l'intérieur même de ces organisations. La plupart d'entre elles, en effet, acceptent les adhésions dès réception du diplôme, voire font de cette adhésion un préalable à l'embauche. On trouve ainsi parmi les membres d'un syndicat des personnes en recherche

---

<sup>3</sup> Sami Zubaida, "Religion, the State, and Democracy: Contrasting Conceptions of Society in Egypt", in Joel Beinin, Joe Stork (Eds.), *Political Islam. Essays from Middle East Report*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 58.

d'emploi, ou travaillant dans un autre secteur d'activité. Au début des années 1980, leur composition sociale peut être schématisée sous la forme d'une pyramide : au sommet, une couche sociale privilégiée, assez âgée et ayant accès aux postes de directions syndicales, et une base en expansion constante de jeunes diplômés désavantagés économiquement et socialement. C'est dans ce contexte que le Courant islamique se présente pour la première fois à des élections professionnelles. Sa progression est constante jusqu'au début des années 1990. Ainsi, si en 1984 la liste islamiste remporte 7 des 25 sièges en jeu au Comité exécutif du syndicat des médecins, elle en contrôle 20 en 1990, sachant qu'elle n'a délibérément pas présenté de candidats pour les 5 sièges restants. Le Courant islamique fait par ailleurs son entrée au syndicat des ingénieurs en 1985, sous le nom de la Voix islamique (*Al-Sout Al-Islami*) et y remporte sa première victoire dès 1987 avec 45 sièges sur 61. Dans le syndicat des avocats, le Courant islamique profite de l'affaiblissement et de l'émiettement des forces de gauche et libérales pour s'emparer de la direction de l'organisation (18 sièges sur 24) en septembre 1992, au cours d'une élection dont le taux de participation est estimé entre 10 et 20 %. Enfin, le Courant islamique s'empare en 1994 du syndicat des pharmaciens.

Ainsi, alors que dans les pays développés à économie de marché, les années 1980 et 1990 offrent le spectacle d'un affaiblissement du lien entre le champ syndical et le champ politique, en même temps qu'une baisse spectaculaire du taux de syndicalisation, la même période voit le nombre d'adhérents augmenter significativement dans les organisations syndicales égyptiennes, tandis que la politisation y atteint son paroxysme. Par ailleurs,

alors que dans les pays développés le secteur public devient dans les années 1980 le principal bastion de la contestation, on voit au contraire celle-ci s'affirmer dans les secteurs de la société égyptienne dont l'emploi est le moins lié à l'État. Enfin, et bien que le taux de syndicalisation soit élevé en Égypte, notre étude ne porte que sur un très petit nombre d'hommes, qui ont dirigé les listes du Courant islamique au cours de la période considérée. Cette situation est là aussi caractéristique d'un régime autoritaire sous lequel, bien que les mécontents soient légions, peu osent s'engager à visage découvert. Les dirigeants syndicaux des années 1980 qui font l'objet de cette étude sont les anciens leaders étudiants des années 1970, leur base étudiante leur ayant permis d'obtenir des victoires dans les syndicats. Deux des dirigeants les plus en vue du syndicat des médecins, Issam Al-Arian et Abd Al-Monim Abul-Futuh, ont ainsi été respectivement *Émir* de l'association islamique (*gama'a islamiyya*) de la faculté de médecine du Caire et président de l'Union des Étudiants de l'université du Caire dans les années 1970, tandis que le secrétaire général adjoint du syndicat des ingénieurs Abul-Ela Madi (1988-1991) a été *Émir* de la *gama'a* de la faculté d'ingénierie de Minia.

Bien que la mobilisation des jeunes activistes dans les universités puis dans les syndicats ne soit pas le fruit d'une stratégie délibérée des Frères musulmans, elle leur a néanmoins profité en rassemblant des sympathisants et en canalisant leur mobilisation dans des associations organisées au niveau national et proches du centre politique<sup>4</sup>. En

---

<sup>4</sup> Carrie Rosefsky Wickham, *Mobilizing Islam. Religion, Activism, and Political Change in Egypt*, New York, Columbia University Press, 2002, chap. VIII.

prenant la tête de plusieurs associations professionnelles, les Frères musulmans deviennent de plus en plus gênants pour le régime. Comme l'apex de leurs succès électoraux au début des années 1990 coïncide avec une augmentation de la violence des groupes islamistes radicaux, le régime contre-attaque dès 1992, au prétexte de la lutte contre le terrorisme. Le 16 février 1993, la « Loi pour garantir la démocratie dans les syndicats et associations professionnelles » établit un quorum pour la validité des élections professionnelles (50 % des membres au premier tour, 33 % au second) sous peine de voir le syndicat soumis à la tutelle d'administrateurs nommés par les tribunaux. Cette loi n'empêche cependant pas la victoire des candidats islamistes dans le syndicat des pharmaciens lors des élections professionnelles de 1994, avec un taux de participation supérieur aux 50 % prévus. Le gouvernement décide alors d'utiliser un autre angle d'attaque en accusant les dirigeants de plusieurs associations professionnelles de malversations financières. Sous ce prétexte, le syndicat des ingénieurs est placé sous tutelle en mai 1993, avant de voir son Comité exécutif dissous et remplacé par des administrateurs désignés par le gouvernement. En janvier 1995, le syndicat des avocats connaît le même sort. Les avoirs de ces deux associations sont gelés et les réunions entre leurs membres interdites. La même année, le pouvoir accentue encore sa politique répressive en arrêtant plusieurs dirigeants modérés des Frères musulmans, dont Issam Al-Arian et Abd Al-Monim Abul-Futuh.

C'est dans ce contexte marqué par la répression que la création du *Hizb al-Wasat*<sup>5</sup> est

---

<sup>5</sup> « Le parti du centre ». Le terme *wasat* signifie centre, ou milieu. Il est lié à la notion de juste milieu, et partant de

annoncée en janvier 1996. Parmi les soixante-quatorze membres fondateurs de ce nouveau parti, conduits par Abul-Ela Mady, soixante-deux viennent des rangs de la Confrérie, et sont représentatifs de cette génération qui s'est formée à travers l'activisme étudiant et l'engagement syndical<sup>6</sup>. Pour ceux des représentants de cette génération qui sont restés membres des Frères musulmans (notamment Al-Arian et Abul-Futuh), ils revendiquent une proximité idéologique avec le Wasat. Depuis sa fondation il y a douze ans, et après trois demandes de légalisation devant la Commission des partis, ce dernier n'a toujours pas obtenu d'autorisation officielle. Il rejoint ainsi la cohorte des partis « en attente de fondation » (*taht el-tassis*) qui caractérise la scène politique égyptienne, confinée dans les frontières étroites du multipartisme limité.

Dans cet article, nous nous attacherons à interroger la trajectoire politique des militants des Frères musulmans issus de la « génération des années 1970 » – ou « génération intermédiaire » (*al gil al wasit*)<sup>7</sup> – qui ont participé au mouvement étudiant des années 1970, puis se sont investis dans les syndicats et organisations professionnelles au cours de la décennie suivante<sup>8</sup>.

---

modération, mais aussi à celle de médiation.

<sup>6</sup> Parmi ces 74 membres fondateurs, 13 sont ingénieurs, 7 sont médecins et 4 avocats. On y trouve en outre plusieurs responsables locaux de différents syndicats, ainsi que Abdallah Soliman, trésorier du syndicat des pharmaciens et Salah Al-Din Abd El-Maqsoud, membre du Comité exécutif du syndicat des journalistes (Cf. liste des membres du Wasat à sa création, in Rafiq Habib, *Le Dossier du Wasat (Awraq Hizb Al-Wasat)*, Le Caire, 1996 (en arabe), p. 118-123).

<sup>7</sup> Expression arabe pour désigner cette génération des années 1970. Le terme « intermédiaire » renvoie ici à la notion d'intercession, de médiation.

<sup>8</sup> Si Karl Mannheim voit dans la génération « un des facteurs fondamentaux de la dynamique historique » (*Le Problème des*



Nous montrerons comment leur engagement syndical a fourni à ces militants une expérience politique, ainsi que le désir de participer à la vie politique égyptienne, ce qui les a conduits à s'opposer à la génération plus âgée des « hommes de l'Organisation spéciale »<sup>9</sup>, qui verrouillent toutes les positions de pouvoir dans l'organigramme interne de la Confrérie. Nous essaierons de montrer comment la culture militante issue de l'expérience syndicale est devenue la base d'une culture politique nouvelle, différente de celle qui prévalait parmi les Frères musulmans jusque là. Si cette nouvelle culture politique trouve son expression la plus achevée dans le programme du Wasat, elle s'exprime également au sein de la Confrérie, par la voix des membres de la génération intermédiaire qui ont refusé de suivre les dissidents en 1996.

### **EXPÉRIENCE SYNDICALE, COMPÉTENCE POLITIQUE**

De nombreux travaux en histoire et en sociologie ont mis en avant le rôle des événements historiques dans la socialisation des individus<sup>10</sup> :

---

*générations*, Paris, Nathan, 1990), le maniement de ce concept est malaisé en sciences sociales du fait de la difficulté à fixer les frontières temporelles encadrant une génération (Cf. Pierre Nora, "La Génération", *Les Lieux de mémoire*, vol. 2, Paris, Gallimard, 1997, p. 931-971). L'emploi de ce terme est néanmoins ici facilité par le fait que la génération intermédiaire est une « génération militante », définie par sa participation à un certain nombre d'événements historiques (cf. *infra*, « Expérience syndicale, compétence politique »).

<sup>9</sup> Du nom de la branche armée clandestine des Frères musulmans dans les années 1940 et 1950.

<sup>10</sup> La socialisation n'est pas pensée ici comme un ensemble de structures cognitives acquises irréversiblement durant l'enfance, mais comme un répertoire d'attitudes susceptibles d'évoluer, ouvrant la voie à la rationalité individuelle (Cf. Olivier Ihl, « Socialisation et événements politiques », *Revue*

ici, la guerre de 1973, la politique d'ouverture impulsée durant les premières années de l'ère Sadate, les accords de camps David puis la répression à l'encontre des mouvements étudiants lors des dernières années du régime de Sadate constituent l'expérience historique de la génération intermédiaire au moment où elle investit les syndicats au début des années 1980. Si l'on suit Yves Renouard lorsqu'il affirme que les différentes générations ne réagissent pas de la même manière face à l'événement<sup>11</sup>, on insistera sur le fait que celle qui est la plus marquée par celui-ci est celle qui arrive alors à l'âge adulte et dispute le pouvoir à ses aînés<sup>12</sup>.

Le rôle des islamistes dans les syndicats étudiants et professionnels a fait l'objet de nombreuses études. La plupart d'entre elles n'échappent pas au travers dénoncé par Asef Bayat<sup>13</sup> consistant à analyser les mouvements sociaux comme des blocs homogènes qu'il est possible de saisir à travers le seul point de vue de leurs leaders. Ces études servent néanmoins notre propos, puisque ce chapitre a précisément pour but de retracer la trajectoire de ces leaders, et de montrer en quoi leur socialisation au sein des syndicats professionnels a contribué à la mutation de leur culture politique. Nous verrons dans cette partie comment la socialisation générationnelle et syndicale des militants islamistes de la génération intermédiaire les a conduits à développer des ambitions politiques. La seconde partie sera consacrée à l'étude de la culture politique

---

*française de science politique*, vol. 52, n° 2, 2002, p. 125-144).

<sup>11</sup> Yves Renouard, « La Notion de génération en histoire », *Revue historique*, 1953, p. 1-23.

<sup>12</sup> Olivier Ihl, *op. cit.*, p. 134.

<sup>13</sup> Asef Bayat, "Islamism and Social Movement Theory", *Third World Quarterly*, vol. 26, n° 6, 2005, p. 891-908.

particulière qui s'est forgée au cours de cette expérience.

### ***Socialisation syndicale et phénomène générationnel***

Le chercheur égyptien Dia Rachwan considère que le phénomène générationnel a joué un rôle déterminant dans la formation intellectuelle des leaders du Wasat, et que l'expérience syndicale n'en constitue qu'une partie<sup>14</sup>. Les membres de la génération intermédiaire sont présents dans tous les partis d'opposition égyptiens. Dès les années 1980, ils établissent un dialogue trans-idéologique entre eux. Les rapports entre militants nassériens et islamistes sont à cet égard très instructifs. L'antagonisme entre ces deux courants de pensée a en effet été total jusqu'aux années 1980. Cependant, en 1989, une Conférence du dialogue nationaliste-religieux se tient au Caire et débouche sur la fondation d'une Assemblée nationaliste-islamiste. Abul-Ela Mady écrit que les générations intermédiaires des deux courants ont montré à cette occasion qu'il existe davantage de points communs que de différences entre l'islamisme et l'arabisme<sup>15</sup>. Il souligne le fait que, rejetant l'héritage de la génération précédente, les deux courants ont décidé de coopérer dans leur opposition à l'État d'Israël et à la présence américaine en Irak et de travailler ensemble pour la construction de la démocratie et la renaissance arabe.

Les questions de politique internationale paraissent en effet constituer un dénominateur

<sup>14</sup> Entretien avec l'auteur, 24 mai 2008.

<sup>15</sup> Abul-Ela Mady, *Entre les nationalistes et les islamistes... (Bayna al-qawûmiyîn wa al-islâmiyîn...)*, 30 avril 2007, <http://www.alwasatparty.com>, consulté le 13 mai 2007 (en arabe).

commun permettant de rassembler les forces de l'opposition pour agir de concert. Dès 1991, le syndicat des ingénieurs s'oppose à la participation égyptienne à la guerre du Golfe. Dans les années qui suivent, les syndicats des médecins, des ingénieurs et des avocats organisent des souscriptions pour soutenir le peuple bosniaque. En 1993, ces mêmes organisations tiennent séminaires et conférences pour condamner les accords d'Oslo. En 1994, le Comité de coordination des associations professionnelles, dominé par les militants islamistes, décide d'organiser un dialogue national entre les différentes forces d'opposition. Cette initiative parvient à rassembler des intellectuels en vue et des militants de différents courants, pour discuter des questions des libertés civiles et politiques. La seconde *Intifada*, puis l'invasion de l'Irak renforcent ces mobilisations, qui vont conduire à l'émergence du mouvement *Kefaya*. En 2003, un groupe de vingt-trois personnes se réunit en effet chez Abul-Ela Mady autour du thème : « que devient l'Égypte ? »<sup>16</sup> Les participants décident de désigner six d'entre eux (un par tendance politique représentée) pour travailler sur un projet de déclaration qui servira de base à leur action politique future. Cette plate-forme, rédigée en huit mois, obtient rapidement les signatures de plus de 300 intellectuels et personnalités publiques, et conduit à l'annonce de la création de *Kefaya* en septembre 2004.

« Nous avons essayé de coopérer avec les autres, résume Abul-Ela Mady, c'est-à-dire les libéraux, les forces de gauches, les nassériens, pour exercer une forte pression sur le régime pour

---

<sup>16</sup> Cf. Manar Shorbagy, *Understanding Kefaya: the New Politics in Egypt*, 1er janvier 2007, <http://www.thefreelibrary.com>, consulté le 1er octobre 2007.

changer la situation (...) Nous avons besoin de travailler avec d'autres forces. »<sup>17</sup>

Cette attitude d'ouverture aux autres forces d'opposition, née de l'expérience syndicale, et caractéristique des modes de pensée et d'action des membres de la génération intermédiaire, est plus que jamais présente aujourd'hui parmi les dirigeants du Wasat. Mieux encore, on constate que c'est précisément l'activité politique des syndicalistes depuis la fin des années 1980 qui a débouché sur la naissance de *Kefaya* quinze ans plus tard.

*Kefaya* a fait bouger les lignes, rendant acceptable ce qui était auparavant inimaginable, comme le fait de manifester sans autorisation ou de critiquer ouvertement et publiquement la personne du Président. Son relatif succès constitue en quelque sorte une victoire collective de la génération des années 1970, de ses thèses comme de ses méthodes. A ce propos, il est instructif de noter que le répertoire d'action propre à *Kefaya*, et qui a donné à ce mouvement une résonance internationale, plonge ses racines dans le militantisme syndical des années 1990. En effet, lors des manifestations contre la loi du 16 février 1993, les dirigeants syndicaux condamnent publiquement le parti au pouvoir, le régime, et même la personne du Président<sup>18</sup>, préfigurant ainsi avec onze ans d'avance les mobilisations de 2004-2005.

Les différents groupes politiques et réseaux informels qui ont servi d'espaces de dialogue trans-idéologique aux membres de la génération intermédiaire ont formé autant de « groupes concrets » dans lesquels Karl Mannheim voyait le

---

<sup>17</sup> Entretien avec l'auteur, 3 juin 2008.

<sup>18</sup> Carrie Rosefsky Wickham, *op. cit.*, p. 200-201.

foyer de l'expression générationnelle<sup>19</sup>. Ils ont ainsi joué un rôle dans la socialisation politique des individus composant cette génération. Interrogé sur les relations que son parti entretient avec le Wasat, le cadre du mouvement Al-Karâma, Tariq Saïd, évoque les liens générationnels :

« Le Wasat est un des partis les plus proches, solidaire de Karâma, pour de nombreuses raisons (...). Ils appellent à leur reconnaissance légale, avec à leur tête Abul-Ela Madi, qui fait partie de la génération des années 1970, la même génération [que nous]. »<sup>20</sup>

Les militants islamistes de cette génération se distinguent néanmoins des autres membres de la génération intermédiaire par le rôle qu'ont joué les organisations professionnelle dans leur socialisation.

### ***La pratique syndicale comme expérience de la gestion***

L'expérience syndicale entraîne en effet une modification des comportements. Tout d'abord, les anciens activistes étudiants doivent laisser de côté leurs réflexions sur l'État islamique et la question des relations avec Israël pour prendre à bras le corps les problèmes concrets de leurs adhérents : constitution de mutuelles de santé, versement de pensions de retraites, organisation de cours de formation continue, prêts à faible intérêt pour aider les jeunes à se marier ou à monter leur entreprise, etc. Les dirigeants du syndicat des médecins mettent sur pieds un système de sécurité sociale pour les membres du syndicat et leurs familles. À cette fin, ils ont étudié les systèmes d'assurance existant aux États-Unis, et les ont adaptés aux valeurs islamiques de justice sociale, en acceptant d'assurer même les

<sup>19</sup> Karl Mannheim, *op. cit.*

<sup>20</sup> Entretien avec l'auteur, 2 avril 2008.

personnes gravement malades<sup>21</sup>. Ces nouveaux dirigeants syndicaux doivent ensuite apprendre à communiquer sur ces initiatives concrètes, à travers les journaux des associations ou en diffusant des brochures *ad hoc*. Dans leurs rapports avec les syndiqués, ils insistent sur leur identité professionnelle commune, en évitant de mettre en avant leur appartenance politique. Enfin, pour mettre sur pieds et financer leurs activités, ils doivent entretenir des relations avec des représentants du gouvernement, des autorités locales et des institutions financières publiques ou privées.

En 1992, l'activisme islamiste dans les syndicats prend une nouvelle dimension, directement politique, posant un véritable défi au régime. En octobre de cette année, un tremblement de terre fait 500 victimes au Caire et jette des milliers de familles à la rue. Alors que l'État tarde à réagir, le syndicat des médecins monte des tentes pour loger les personnes dont la demeure a été détruite, soigne les blessés, distribue de la nourriture et verse des pensions aux victimes. De son côté, le syndicat des ingénieurs organise des équipes pour inspecter plus de dix-mille maisons endommagées et participer à leur restauration. Après quelques semaines, l'État met fin à ces activités et interdit toute aide aux victimes du tremblement de terre qui ne viendrait pas du Croissant Rouge, dont la section égyptienne est contrôlée par le gouvernement. Cet épisode a joué un rôle déterminant dans la volonté du régime d'en finir avec le contrôle des organisations professionnelles par les islamistes, dont l'activité a pu alors être

---

<sup>21</sup> Geneive Abdo, *No God But God. Egypt and the Triumph of Islam*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 93-94.

interprétée comme une volonté de se substituer à l'État.

Si les Frères musulmans peuvent être appréhendés comme une instance de socialisation extérieure aux individus et leur imposant des manières d'agir, de penser et de sentir, il n'en est pas de même avec les syndicats professionnels, qui ont été transformés par les militants qui les ont investi autant qu'ils les ont imprégnés. Nous suivons ici Olivier Ihl lorsqu'il écrit que la socialisation politique est « fondée sur une succession d'échecs et d'appropriations, de reconversions et d'opportunités, elle s'impose aux individus en fonction des espaces qu'ils investissent et donc des marges d'action que leur procure chaque configuration sociale dans laquelle ils se déploient »<sup>22</sup>. La répression qui s'abat sur les militants de la génération intermédiaire entre ainsi – au même titre que la répression du mouvement étudiant de la fin des années 1970 – dans leur processus de socialisation, « le sentiment de persécution étant une (...) condition capitale à la constitution d'une conscience de génération »<sup>23</sup>. Gamal Heshmat me déclarait ainsi :

« Les Frères musulmans ont souffert de l'isolement, et souffert des persécutions (...). Et il en est de même pour la génération des années soixante-dix, d'où sont issus la plupart des dirigeants du Wasat. »<sup>24</sup>

### ***De la pratique syndicale à l'ambition politique***

Dans les syndicats, les représentants de la « génération intermédiaire » cherchent à attirer l'attention de l'ensemble de la jeunesse salariée en organisant des conférences et en publiant des

---

<sup>22</sup> Olivier Ihl, *op. cit.*, p. 141.

<sup>23</sup> Pierre Nora, *op. cit.*, p. 946.

<sup>24</sup> Entretien avec Gamal Heshmat, 3 mai 2008.



brochures sur des questions dépassant les intérêts catégoriels de telle ou telle organisation professionnelle, telles que le problème du chômage ou celui des bas salaires. Ils cherchent par ailleurs à créer un front plus large de l'opposition : outre leur implication sur les questions relevant de la politique étrangère, ils critiquent publiquement le régime pour ses violations répétées des droits de l'homme – en particulier le recours fréquent à la torture et le maintien en détention de prisonniers politiques –, le trucage des élections et le maintien en vigueur des lois d'exceptions mises en place suite à l'assassinat de Sadate en 1981.

« Nous conduisons les syndicats comme des partis politiques, déclare Abul-Ela Mady (...). Ce n'était pas notre intention. Les choses ont juste tourné de cette manière. »<sup>25</sup>

Les préoccupations politiques des syndicats se retrouvent aujourd'hui dans le programme du Wasat, qui se veut un programme politique complet, défini comme « projet civilisationnel islamique » (*al-mashrou' al-hadary al-islamy*)<sup>26</sup>. De fait, le programme du parti, consultable en arabe et en anglais sur son site Internet<sup>27</sup>, couvre des domaines très variés de la vie de la nation. Les questions économiques et sociales y occupent une place de choix, mais les relations internationales sont également évoquées, ainsi que la politique culturelle. Naturellement, ce programme s'ouvre sur un chapitre consacré aux libertés et à la réforme politique. On y retrouve les thèmes mis en avant par les dirigeants syndicaux islamistes au début des années 1990 : la levée de l'état d'urgence, le respect des droits de l'homme, la

<sup>25</sup> Cité in Geneive Abdo, *op. cit.*, p. 99.

<sup>26</sup> *Le Wasat en deux mots (Al-Wasay fy kilmatyn)*, Le Caire (en arabe), Cairo, p. 1.

<sup>27</sup> <http://www.alwasatparty.com>.

libération des prisonniers politiques, la liberté politique, syndicale, associative et religieuse, etc. L'expérience syndicale a également inspiré une partie du volet social de ce programme, dans lequel on retrouve l'intérêt pour les questions de santé publique, mais aussi l'idée que des mécanismes d'entraide peuvent contribuer à résoudre les problèmes sociaux les plus criants. Ainsi, il est prévu que toute personne diplômée participe aux campagnes d'éradication de l'illettrisme, en prodiguant des cours pour adultes<sup>28</sup>. Enfin, l'accent mis sur les questions de politique étrangère rappelle les préoccupations des syndicalistes dans la première moitié des années 1990.

Mais si leur activité syndicale leur a permis de développer une vision politique globale, c'est surtout la conquête même du pouvoir au sein des associations professionnelles qui a donné à ces jeunes militants islamistes le goût et la volonté de participer à la chose publique. Au cours de ces années, la situation dans les syndicats contraste en effet nettement avec la manière dont se déroulent les élections législatives, sans même parler des élections présidentielles, qui consistent en un plébiscite de Moubarak, seul candidat autorisé. La carrière politique exerce néanmoins une attraction puissante sur les membres de la génération intermédiaire. Abul-Ela Mady sera ainsi candidat dans la circonscription de Helwan (banlieue du Caire) en 1995, et Gamal Heshmat, militant du syndicat des médecins et membre fondateur du Wasat<sup>29</sup>, se présentera aux élections

---

<sup>28</sup> *Al-Wasat Party. Political Program. Egypt, Cairo, Al-Azzazy Press, 2004, p. 30.*

<sup>29</sup> Gamal Heshmat fait partie de ceux des fondateurs du Wasat à être retournés dans le giron de la Confrérie suite à la fin de non recevoir opposée à sa création par la Commission des partis.

législatives de 1995, 2000 et 2005, et sera même membre du Parlement de 2000 à 2003. En effet, si l'expérience militante de la génération intermédiaire dans les universités et dans les syndicats professionnels a joué un rôle important dans la formation des individus qui la composent, c'est d'abord parce qu'elle fait d'eux des diplômés du supérieur et des membres de ces « nouvelles classes moyennes », analysées dans les années soixante-dix et quatre-vingt comme vecteur potentiel de modernisation et lieu d'émergence de futures élites appelées à jouer un grand rôle dans la vie politique égyptienne, du fait de leurs compétences techniques et de leur conscience historique. Bien que cette approche ait été abondamment critiquée pour ses *a priori* développementalistes<sup>30</sup>, il ne faut pas sous-estimer l'impact de cette théorie sur les conceptions que les acteurs ont d'eux-mêmes. Encore aujourd'hui, il ressort clairement des écrits de Abul-Ela Mady qu'il considère sa formation professionnelle comme source de légitimité politique<sup>31</sup>, voire qu'il ne distingue pas formellement ce qui dans son parcours relève de l'expérience professionnelle et ce qui procède d'une activité strictement politique<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> Longuenesse Élisabeth, « Le "Syndicalisme professionnel" en Égypte, entre identités socio-professionnelles et corporatisme », *Égypte/Monde arabe*, n° 24, 1995, p. 43-91.

<sup>31</sup> Ainsi de sa conception de l'État civil (*al-dawla al-madaniyya*) défini comme l'État gouverné par des professionnels de la gestion. Cf. *infra*.

<sup>32</sup> Interrogé sur son expérience syndicale et politique, le leader du Wasat m'a spontanément remis son CV, qui mêle ses mandats syndicaux et associatifs avec ses diplômes d'ingénieurs.

## **LA FORMATION D'UNE CULTURE POLITIQUE NOUVELLE**

La culture politique est ici entendue comme « un ensemble d'idées, de valeurs et de symboles, une configuration de croyances, d'affectivité et de sociabilités, et une multitude diversifiée de règles et de pratiques dont la combinaison donne une signification au réel, façonne les comportements et conduit à l'inculcation des normes sociales »<sup>33</sup>. Mais puisque nous avons choisi d'étudier ici la socialisation comme un processus en continuels réajustement, il ne serait question de réifier la culture politique. Celle-ci doit également être considérée comme une réalité en perpétuelle évolution, appréhendée depuis son « ancrage dans des mondes circonscrits, territoires ou générations, organisations ou institutions, qui se prêtent à une dé-sédimentation de leurs genèses temporelles et à une cartographie de leurs variations contextuelles »<sup>34</sup>.

La culture politique des militants islamistes de la génération intermédiaire s'est affirmée à l'occasion de leur rupture avec les Frères musulmans qui a donné naissance au Wasat. Cette culture politique s'est construite en opposition avec celle de la Confrérie, aussi bien dans la pratique politique des dirigeants du Wasat, que dans leur vision du monde.

### ***L'opposition à la vieille garde***

On peut faire l'hypothèse que l'expérience syndicale a conduit ces jeunes militants à prendre confiance en eux dans l'accès à la parole publique et à la représentation. Elle a sans doute aussi

---

<sup>33</sup> Marc Lazar, « Cultures politiques et partis politiques en France », in Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 171-172.

<sup>34</sup> Daniel Cefaï, *op. cit.*, p. 16.

renforcé un désir de participation aux processus de prise de décisions, ce que ne leur permettait pas la rigidité partisane de la Confrérie. Dès lors, ils commencent à contester la structure pyramidale et la stricte discipline caractéristiques de l'organisation des Frères musulmans<sup>35</sup>. Cet affrontement pour le contrôle des ressources de l'organisation se double d'une différence fondamentale dans la façon de faire de la politique : alors que la vieille garde cultive le goût du secret et de la semi-clandestinité, hérité de l'histoire troublée des Frères et notamment de la terrible répression exercée à leur rencontre par Nasser, les hommes de la génération intermédiaire agissent ouvertement et appellent à ré-introduire les valeurs islamiques dans tous les aspects de la vie moderne. Abul-Ela Mady considère que les exemples de l'opposition entre ces deux courants sont si nombreux que l'on pourrait y consacrer un ouvrage entier<sup>36</sup>. La pierre angulaire de ces disputes est la question de l'existence légale du mouvement, à laquelle tient absolument le courant réformateur. Ces désaccords sont ainsi directement à l'origine de la création du Wasat.

À ce propos, Husam Tammam et Patrick Haenni ont pu écrire que ce conflit illustre « une revendication anti-autoritaire, s'affirmant toujours plus ouvertement au sein de la Confrérie »<sup>37</sup>. La question des méthodes de management internes à

---

<sup>35</sup> Cf. Husam Tammam, Patrick Haenni, « "Downsize it" for heaven's sake... La démocratie, aphorisme islamiste de l'anti-autoritarisme libéral », *Maghreb-Machrek Monde arabe*, n°182, hiver 2004-2005, p. 37-57.

<sup>36</sup> Abul-Ela Mady, *Mon histoire avec « Les Frères » et l'histoire du Wasat (Hikâyatya ma'a « Al-Ikhwân » wa qisat « Hizb Al-Wasat »)*, 1er janvier 2006, <http://www.alwasatparty.com>, consulté le 13 mai 2007 (en arabe).

<sup>37</sup> Hussam Tammam et Patrick Haenni, *op. cit.*, p. 39.

la Confrérie est en effet intimement liée à l'affrontement idéologique qui oppose les nouvelles générations de militants islamistes à la vieille garde omniprésente dans les organes de direction de l'organisation. Les deux problématiques sont inextricablement liées dans le parcours de la génération intermédiaire : l'idéologie n'est pas seulement une arme brandie dans un débat concernant l'organisation de la Confrérie, elle est même davantage qu'une simple conséquence découlant logiquement de choix organisationnels : l'idéologie devient ici un élément central de l'identité des acteurs et leur permet de s'affirmer, de se construire, en opposition à la vieille garde. Le goût pour le pluralisme devient ainsi un marqueur identitaire au moins aussi important que le référent islamique.

La rupture ayant conduit à la création du Wasat s'explique donc autant par des divergences idéologiques que par des désaccords organisationnels. La socialisation des membres de la génération intermédiaire dans les syndicats les a conduits à s'éloigner de la *doxa* comme de la *praxis* dominantes au sein de la Confrérie. C'est en ce sens que l'on peut parler de culture politique nouvelle, culture politique qui va s'affirmer aussi bien dans les manières de faire du Wasat que dans son programme politique.

### ***Une pratique légaliste***

Quand il s'agit de parler de ce qui les oppose aux Frères musulmans, l'un des éléments les plus spontanément mis en avant par les membres du Wasat est le respect scrupuleux de la légalité :

« Nous respectons la loi. Le problème des Frères musulmans est qu'ils agissent en dehors de la loi.

Ils sont donc perpétuellement sous la menace de la loi. Ils ont une grande organisation, mais elle est aussi un fardeau pour eux. C'est un point positif, mais aussi négatif. Nous n'avons pas une grande organisation. Cela signifie que certaines choses sont négatives, et en même temps positives. Parce que nous ne faisons rien d'illégal. »<sup>38</sup>

En effet, alors que la Confrérie est – selon la formule consacrée – illégale mais tolérée, que ses dirigeants aiment à agir dans l'ombre, que ses militants sont souvent adeptes de la clandestinité, de l'infiltration et de l'entrisme, alors que les Frères musulmans ont disposé dans le passé d'une branche armée secrète, et que les candidats issus de ses rangs doivent user de stratagèmes divers<sup>39</sup> pour contourner l'interdiction qui leur est faite de se présenter aux élections, les dirigeants du Wasat s'honorent au contraire de respecter à la lettre des lois qu'ils estiment injustes. Ainsi, du fait que le parti n'a toujours pas d'existence légale, il ne dispose pas de statuts. Par conséquent, il n'existe aucune structure pour encadrer les adhérents, et les réunions se tiennent de manière informelle, sans calendrier précis. Plus grave, pour un mouvement dont le discours met tant d'emphasis sur la question de la démocratie, aucune procédure n'est prévue pour désigner les membres du Comité exécutif, qui fonctionne en conséquence sur le mode du volontariat<sup>40</sup>. Ce fonctionnement pose d'ailleurs moins de problèmes que ce à quoi on pourrait s'attendre ; comme nous l'avons vu précédemment, en

---

<sup>38</sup> Entretien avec Abul-Ela Mady, 31 mars 2008.

<sup>39</sup> Dans les années 1980, les Frères musulmans s'alliaient avec des partis légaux, tels que le Wafd et le parti du Travail pour présenter des candidats au nom de ces partis. Depuis, ils se contentent de présenter des candidats sous l'étiquette d'indépendants.

<sup>40</sup> Entretien avec Hossam Khalaf, 19 mars 2008.

Égypte, les volontaires n'affluent pas pour assumer des responsabilités dans des mouvements oppositionnels, et ceci est d'autant plus vrai que le Wasat ne dispose guère de rétributions matérielles à offrir à ses dirigeants. Enfin, le parti ne possède pas de local officiel, et c'est le cabinet d'étude de Abul-Ela Mady qui en tient lieu. Tout ce dont le parti dispose officiellement, ce sont les éléments nécessaires pour déposer une demande de légalisation devant la Commission des partis, à savoir, un nom, un programme et une liste d'adhérents. Cependant, si les dirigeants du Wasat n'ont pas réussi à faire légaliser leur parti, ils ont néanmoins obtenu, en avril 2000, l'autorisation de créer une O.N.G. baptisée *Misr, lil-thaqafa wal-hiwar*<sup>41</sup>. Comme les O.N.G. n'ont pas le droit d'avoir une quelconque activité politique, les membres du Wasat nient systématiquement – et contre l'évidence – tout lien entre cette O.N.G. et leur parti. Dans les communications officielles de ce dernier, le nom du Wasat est d'ailleurs systématiquement suivi de la mention « *taht el-tassis* » pour rappeler que le parti n'a toujours pas d'existence légale. Ce respect scrupuleux de la légalité semble lui aussi hérité de l'expérience syndicale des fondateurs du mouvement. Ainsi, par exemple, dans leur contestation de la loi du 16 février 1993, les dirigeants syndicaux avaient délibérément évité l'escalade, choisissant de mobiliser l'opinion publique contre cette loi et de contester sa validité constitutionnelle devant les tribunaux. Dans le

---

<sup>41</sup> « Égypte, pour la culture et le dialogue ». Il s'agit en fait d'une association (en Égypte, les O.N.G. sont soumises à un régime juridique moins sévère que les associations, ce qui explique le recours à cette formule) organisant des conférences hebdomadaires tenues par des intellectuels proches du Wasat, tels que Mohamed Selim El-Awa, Tariq Al-Bishri ou Abd El-Wahab Al Massiri, dirigeant de *Kefaya* jusqu'à son décès survenu durant l'été 2008.



même temps, ils avaient redoublé d'efforts afin d'atteindre le quorum lors des élections professionnelles, avec le succès que l'on sait dans le syndicat des pharmaciens.

Cette manière d'agir, faite de respect scrupuleux de la légalité et d'ouverture aux autres forces politiques<sup>42</sup>, est commune à toutes les tendances politiques qui composent la génération intermédiaire. Si, comme le pense Pierre Nora, la génération est un enjeu symbolique, un lieu d'affrontement des mémoires, il semble que le Wasat a su se positionner comme un représentant "chimiquement pur" de la génération des années 1970. Ainsi Gamal Heshmat, pourtant fidèle à la Confrérie, déclarait à propos de cette génération :

« À vrai dire, je crois que l'idée existe grâce à eux. Abul-Ela et ses collègues de la génération des années soixante-dix. »<sup>43</sup>

Cette valeur symbolique, le Wasat la doit à la formulation de son programme politique, expression la plus achevée de la culture politique des membres de la génération intermédiaire, telle qu'elle s'est forgée durant leur expérience de socialisation syndicale.

### ***Une idéologie modérée***

Pour le Wasat, le peuple est la source de tous les pouvoirs, qui doivent être disputés par le biais du suffrage universel. La liberté religieuse doit être garantie, y compris pour les non-croyants, et la diversité politique doit être reconnue, seule l'autorité judiciaire étant compétente pour juger si un parti contrevient ou non à l'ordre public, cette autorité judiciaire devant par ailleurs être parfaitement

---

<sup>42</sup> Cf. supra, « Socialisation syndicale et phénomène générationnel ».

<sup>43</sup> Entretien avec Gamal Heshmat, 3 mai 2008.

indépendante du pouvoir exécutif. Les documents émanant du Wasat insistent sur l'idée que son programme est « ouvert à la critique » (*qabil lil-naqd*). Les écrits du Wasat insistent ainsi sur l'idée que son programme politique est issu d'une interprétation de la Loi religieuse, interprétation sujette à l'erreur et aspirant en conséquence à être améliorée à travers des débats démocratiques.

Le Wasat rejette par ailleurs la notion d'État religieux, considérée comme étrangère à la civilisation musulmane. Il lui préfère le concept d'État civil, c'est-à-dire l'État gouverné par des spécialistes de la gestion, de l'administration politique et économique<sup>44</sup>. Le programme du Wasat se place ainsi dans l'optique d'une libéralisation politique et économique de la société égyptienne. Il met en avant la notion de citoyenneté et appelle à limiter le religieux au statut de guide général de l'existence, et donc de l'exclure du champ politique. En conséquence, les membres du Wasat estiment qu'aucun obstacle légal ne doit être posé à l'accession d'une femme ou d'un chrétien au poste de président de la République, alors même que la Constitution égyptienne actuelle l'interdit expressément. Il faut souligner ici que les Égyptiens de confession chrétienne sont les bienvenus au Wasat, alors que l'appartenance aux Frères musulmans est conditionnée par l'adhésion à la foi musulmane. Lors de la première demande de légalisation du Wasat, en 1996, son programme<sup>45</sup> avait été rédigé par l'intellectuel chrétien Rafiq Habib, qui a même occupé la fonction de président du parti pendant

---

<sup>44</sup> Cf. Abul-Ela Mady, *L'État religieux et l'État civil*. « Le point de vue du Wasat », *op.cit.*.

<sup>45</sup> Rafiq Habib, *op.cit.* Le programme de 1996 (en arabe) occupe la majeure partie de cet ouvrage (p. 22-101).

une courte période, assurant l'intérim durant l'incarcération de Abul-Ela Mady<sup>46</sup>. De la même manière, alors que les Frères musulmans et les Sœurs musulmanes militent dans des organisations séparées, les femmes sont acceptées dans le Wasat, y compris au sein du Comité exécutif, qui comprend une femme, Iman Qandil, laquelle dirige par ailleurs *Misr, lil-thaqafa wal-hiwar*.

Toutes ces idées étaient déjà en germes dans l'expérience syndicale de la « génération intermédiaire ». Même l'ouverture aux chrétiens reflète en grande partie l'expérience syndicale des fondateurs du Wasat. Ainsi, en 1990, les membres chrétiens du syndicat des médecins (environ 20 %) désobéissent à l'injonction du Patriarche de l'Église copte, Chenouda III, qui avait explicitement appelé à voter contre les candidats islamistes lors de ces élections. En 1994, le Courant islamique remporte 17 des 25 sièges du Comité exécutif du syndicat des pharmaciens, avec un taux de participation supérieur à 80 % (17 000 votants pour 21 000 inscrits), alors même que plus de 30 % des membres de cette association professionnelle sont chrétiens. Le succès du Courant islamique auprès des électeurs chrétiens s'explique par le fait que dans leur gestion de l'association, ses dirigeants aident leurs adhérents sans distinction de confession.

L'idéologie du Wasat demeure malgré tout ancrée dans ce que ses membres désignent comme un *background* islamiste :

« L'islam n'est pas juste une religion, me déclare Zakaria El-Fayoumi, membre du Comité exécutif du Wasat, l'islam est une idéologie. »<sup>47</sup>

---

<sup>46</sup> Entretien avec Rafiq Habib, 16 avril 2008.

<sup>47</sup> Entretien avec l'auteur, 14 avril 2008.

Dans une brochure destinée à présenter brièvement le parti et intitulée *Le Wasat en deux mots (Al-Wasat fy kilmatyn)*, l'accent est placé notamment sur la « sauvegarde [des] valeurs morales civilisationnelles »<sup>48</sup>, élevée au rang des objectifs ultimes de l'action politique du Wasat. Le troisième chapitre de cette brochure est par ailleurs entièrement consacré à « l'intégration de la morale dans la politique de réformes », qui doit être basée sur ces fameuses « valeurs civilisationnelles »<sup>49</sup>. Le programme du parti se place dans le droit fil de l'idéologie islamiste traditionnelle lorsqu'il prévoit d'utiliser les obligations religieuses prévues par la *sharia* pour résoudre les problèmes économiques et sociaux<sup>50</sup>. Sur la question de l'art et de la culture, le programme du Wasat fait preuve pour le moins de conservatisme :

« L'art devrait être libre et ouvert, mais sans séparation de l'art et des valeurs sous le slogan de l'art pour l'art. Les créations artistiques ne devraient pas divorcer de la société, des valeurs humaines et de l'éthique. »<sup>51</sup>

Cette attitude trouve elle aussi sa source dans l'histoire syndicale des années 1980. Les dirigeants islamistes des organisations professionnelles doivent veiller à conserver leur identité, et notamment leur image de moralité supérieure à celle de leurs concurrents politiques. C'est en effet cette image qui constitue l'essentiel de leurs ressources électorales<sup>52</sup>. Aussi mettent-ils l'accent, dès leur accession à la tête des syndicats, sur l'égalitarisme des relations entre la base et l'appareil dirigeant, égalitarisme mis en

---

<sup>48</sup> *Le Wasat en deux mots, op. cit.*, p. 3.

<sup>49</sup> *ibid.*, p. 8-11.

<sup>50</sup> *Al-Wasat Party Political Program. Egypt, op. cit.*, p. 12.

<sup>51</sup> *ibid.*, p. 36.

<sup>52</sup> Cf. Carrie Rosefsky Wickham, *op.cit.*, chap. VIII).

scène à travers des séances de prières collectives rappelant la stricte égalité de tous les croyants au regard de Dieu. De la même manière, les membres du Wasat espèrent bien un jour être autorisés à se confronter aux urnes, et pouvoir alors bénéficier de cette image de moralité supérieure que les électeurs égyptiens attribuent aux militants islamistes.

En guise de conclusion, on notera que les représentants de la « génération intermédiaire » ont agi dans les syndicats en tant que professionnels de la gestion et non en tant que militants politisés, et que c'est paradoxalement cette professionnalisation et cette dépolitisation qui leur ont donné le goût et l'ambition de faire de la politique. Du fait de la fermeture de la scène politique égyptienne, cette expérience de la gestion d'organisations de masse a cependant débouché sur la création d'un parti dépourvu d'organisation réelle. Dans l'état actuel de la scène politique égyptienne, les représentants de cette génération à avoir conquis les positions les plus solides semblent être ceux qui sont restés fidèles à la Confrérie, puisqu'ils tiennent toujours aujourd'hui le puissant syndicat des médecins et que leurs leaders occupent des postes importants dans l'organigramme des Frères musulmans.

Quoi qu'il en soit, l'expérience syndicale de toute une génération de militants islamistes a donné naissance à une culture et des attitudes politiques originales. Si cette culture politique existe toujours en tant que courant au sein de la Confrérie, elle a trouvé son expression la plus achevée dans le programme du Wasat. Aussi modeste que soit ce mouvement, il est parvenu à maintenir et développer cette culture au fil du temps, et à attirer de nouveaux militants qui n'ont eu aucun lien avec la Confrérie dans le passé.

Parmi la vingtaine de membres actuels du Comité exécutif du Wasat, les trois quarts n'ont jamais été des Frères, et n'ont aucune expérience syndicale. D'anciens dirigeants syndicaux, on ne trouve plus guère aujourd'hui au sein de ce Comité – outre Abul-Ela Madi – que Salah Abdul Karim, lui aussi ancien leader de la Voix islamique et du syndicat des ingénieurs, et Issam Sultan, organisateur du Courant islamique dans le syndicat des avocats, les autres ayant pour la plupart décidé de retourner dans le giron de la Confrérie après le refus de la Commission des partis de reconnaître le Wasat. On trouve désormais à leurs côtés des chefs d'entreprises tels que Zakaria El-Fayoumi, Ahmad Awar ou encore Yahia El-Hassan (ce dernier étant même un ancien membre du P.N.D., le parti au pouvoir), des ingénieurs comme Amr Farouq ou Hossam Khalaf ou des médecins comme Iman Qandil, mais sans expérience syndicale. Le fait que de nouveaux militants aient rejoint le Wasat ces dernières années montre que cette culture politique s'est suffisamment autonomisée et affirmée pour attirer des personnes sans lien avec l'expérience syndicale qui l'a forgée. Comme me l'a confié Tarek El-Malt, membre du Wasat depuis 1998, à la question de savoir pourquoi il avait décidé de rejoindre ce mouvement :

« J'aimais l'idée qu'ils se soient séparés des Frères musulmans, qu'ils aient leurs propres concepts et qu'ils veuillent travailler dans la légalité. »<sup>53</sup>

	<b>Profession</b>	<b>Militantisme étudiant</b>	<b>Militantisme syndical</b>	<b>Trajectoire politique</b>
<b>Abd Al-Monim Abul-Futih</b>	Médecin	Président de l'Union des étudiants de l'université du Caire et secrétaire général de	Secrétaire général de l'Union des médecins arabes	Membre du « Bureau de guidance » de l'Association des Frères musulmans

<sup>53</sup> Entretien avec l'auteur, 17 avril 2008.

		l'Union des étudiants égyptiens		Membre fondateur de Kefaya
<b>Issam Al-Arian</b>	Médecin	Président de l'Union des étudiants égyptiens	Vice-secrétaire général du syndicat des médecins	Député Frère musulman (1987-1990) Responsable du comité politique de l'Association des Frères musulmans Membre fondateur de Kefaya
<b>Gamal Heshmat</b>	Maître assistant à l'Institut des soins médicaux d'Alexandrie	Membre de l'organisation unique de la jeunesse mise en place sous Nasser	Membre du syndicat des médecins	Membre fondateur du Wasat en 1996, il fait le choix de demeurer dans la Confrérie. Député Frère musulman (2000-2003)
<b>Issam Sultan</b>	Avocat	Président de l'Union des étudiants de l'université du Caire	Membre du syndicat des avocats	Membre du comité exécutif du Wasat Membre fondateur de Kefaya
<b>Abul-Ela Mady</b>	Ingénieur civil	Président de l'Union des étudiants de l'Université de Minia Vice-président de l'Union des étudiants égyptiens	Secrétaire général adjoint du syndicat des ingénieurs Secrétaire général du comité de coordination des	Membre fondateur de Kefaya Candidat Frère musulman aux législatives de 1995

			associations professionnell es	Porte-parole du Wasat
--	--	--	--------------------------------------	--------------------------

Tableau 1 : La trajectoire militante de leaders islamistes de la génération intermédiaire



## BIBLIOGRAPHIE

*Le Wasat en deux mots (Al-Wasay fy kilmatyn)*, Le Caire (en arabe)

*Al-Wasat Party Political Program. Egypt*, Cairo, Al-Azzazy Press, 2004

ABDO Geneive, *No God But God. Egypt and the Triumph of Islam*, New York, Oxford University Press, 2000

BAYAT Asef, "Islamism and Social Movement Theory", *Third World Quarterly*, vol. 26, n° 6, 2005, p. 891-908

CEFAÏ Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001

FAIRBROTHER Peter, GRIFFIN Gerard (Eds.), *Changing Prospects for Trade Unionism. Comparisons between Six Countries*, London, Continuum, 2002

HABIB Rafiq, *Le Dossier du Wasat (Awraq Hizb Al-Wasat)*, Le Caire, 1996 (en arabe)

LONGUENESSE Élisabeth, « Le "Syndicalisme professionnel" en Égypte, entre identités socio-professionnelles et corporatisme », *Égypte/Monde arabe*, n° 24, 1995, p. 43-91

IHL Olivier, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2, 2002, p. 125-144

LAZAR Marc, « Cultures politiques et partis politiques en France », in CEFAÏ Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 169-189

MADY Abul-Ela, *Entre les nationalistes et les islamistes... (Bayna al-qawûmiyîn wa al-islâmiyîn...)*, 30 avril 2007,

<http://www.alwasatparty.com>, consulté le 13 mai 2007 (en arabe)

MADY Abul-Ela, *L'État religieux et l'État civil. « Le point de vue du Wasat » (Al-dawlat al-dîniyyat wa al-dawlat al-madaniyyat. « Riwa'yat Hizb Al-Wasat »)*, 1er janvier 2006, <http://www.alwasatparty.com>, consulté le 13 mai 2007 (en arabe)

MADY Abul-Ela, *Mon histoire avec « Les Frères » et l'histoire du Wasat (Hikâyaty ma'a « Al-Ikhwân » wa qisat « Hizb Al-Wasat »)*, 1er janvier 2006, <http://www.alwasatparty.com>, consulté le 13 mai 2007 (en arabe)

MANNHEIM Karl, *Le Problème des générations*, Paris, Nathan, 1990

NORA Pierre, "La Génération", *Les Lieux de mémoire*, vol. 2, Paris, Gallimard, 1997, p. 931-971

RENOUARD Yves, « La Notion de génération en histoire », *Revue historique*, 1953, p. 1-23.

SHORBAGY, Manar, *Understanding Kefaya: the New Politics in Egypt*, 1er janvier 2007, <http://www.thefreelibrary.com>, consulté le 1er octobre 2007

STACHER Joshua A., "Post-Islamist Rumbblings in Egypt: the Emergence of the Wasat Party", *The Middle East Journal*, vol. 56, n° 3, Summer 2002, p. 415-432

SVERKE Magnus (Ed.), *The Future of Trade Unionism. International Perspectives on Emerging Union Structures*, Aldershot, Ashgate, 1997

TAMMAM Husam, HAENNI Patrick, « "Downsize it" for heaven's sake... La démocratie, aphorisme islamiste de l'anti-autoritarisme libéral »,

*Maghreb-Machrek Monde arabe*, n° 182, hiver 2004-2005, p. 37-57

WICKHAM Carrie Rosefsky, *Mobilizing Islam. Religion, Activism, and Political Change in Egypt*, New York, Columbia University Press, 2002

ZUBAIDA Sami, "Religion, the State, and Democracy: Contrasting Conceptions of Society in Egypt", in BEININ Joel, STORK Joe (Eds.), *Political Islam. Essays from Middle East Report*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 51-63

## **RÉSUMÉ**

L'engagement syndical des militants des Frères musulmans issus de la « génération intermédiaire » a profondément modifié leur manière de faire de la politique. Cet engagement leur a en effet fourni une expérience de la gestion qu'ils ont souhaité réinvestir dans le champ politique. Cette ambition les a conduits à s'opposer à la vieille garde des Frères musulmans, au nom d'une idéologie différant par bien des aspects de l'islamisme classique. Cet article montre comment la culture militante issue de l'expérience syndicale est devenue la base d'une culture politique nouvelle.

## **ABSTRACT**

The syndical experience of some Muslim Brothers from the "intermediary generation" has deeply changed their militancy. Thus this experience provided them management skills, they wanted to improve in the political field. This ambition induced them to face the Muslim Brotherhood's old guard, in the name of an ideology that differs in many ways from the classical Islamism. This article shows how the culture that stems from the syndical experience became the base of a new political culture.